1253535

1 8 FEV. 2008

VIALETTE
2008

Jacques Cœur.

4

M. Cor a bien compris l'intérêt du sujet et il l'indique — mais le sujet n'est pas aussi complètement étudié qu'on pourrait le désirer. L'attitude des diverses personnes n'est pas suffisamment définie. Le plan n'est pas assez fermement suivi. Enfin il y a un peu de hâte dans l'exécution.

Albert Sorel

Cavour

M? 38

1253535

et

la guerre de Crimée

(10 janvier 1855 — 16 avril 1856).

Plan :

Cavour et la guerre de Crimée

(10 janvier 1855 – 16 avril 1856).

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

A) Préparatifs :

a) Projet déjà assez ancien (printemps de 1854) de Cavour d'entrer dans la guerre par une alliance anglo-française. Le traité du 2 décembre 1854 (Autriche. Angleterre et France) le détermine à parler.

b) Traité du 10 janvier 1855 (source de l'unité italienne) : le Piémont est lié à la France et à l'Angleterre.

c) Oppositions et attaques en Italie. Cavour se défend : l'expédition relèvera le prestige affaibli de sa patrie. Ses inquiétudes.

B) Pendant la guerre :

Le premier succès de La Marmora (Tchernaïa, 16 août 1855) justifie le plan du ministre, et le voyage triomphal de

~~Vãde~~

Victor-Emmanuel à Paris et à Londres lui donne de grands espoirs.
Avances de Napoléon (« Que peut-on faire pour l'Italie ? », Décembre 1855).
Cavour part pour Paris comme premier plénipotentiaire de Sardaigne.

C) Au Congrès de Paris (25 février – 16 avril 1856)

Victoire de Cavour : le Piémont est admis au Congrès comme grande puissance. Son habile modération envers la Russie. Adresse à insinuer au Congrès la « question italienne ».
Note du 27 mars – Séance du 8 avril : Cavour montre la situation « anormale » de la péninsule et dénonce le danger que crée l'Autriche.
Note du 16 avril : procès de la situation.
Fièvre et projets belliqueux de Cavour (fin avril) : conversations significatives avec lord Clarendon et Napoléon. Voyage à Londres, qui le calme.

Conclusion :—
Intérêt italien de l'expédition de Crimée : le Piémont, vrai

vainqueur. Au Congrès de Paris, le Piémont s'est fait <u>européen</u>. Il est devenu le « plénipotentiaire de l'Italie », et a préparé ainsi le <u>remède</u> à ses maux.

~~Un~~ Prestige de Cavour : sympathies des Anglais, de Napoléon III et même des Russes. Prélude de la libération de l'Italie. /.

Bibliographie :

<u>Mazade</u> : ~~Le~~ Le Comte de Cavour.
<u>Bianchi</u> : Storia documentata della diplomazia europea in Italia (1814-1861)
<u>Bianchi</u> : La Politique du Comte de Cavour (1852-1861) : <u>Lettres</u> inédites.
<u>La Cour</u> : Cavour...
<u>Larive</u> : Le Comte de Cavour...
<u>Debidour</u> : Histoire diplomatique de l'Europe (1814-1878).
etc..., etc....

<u>Note</u> :

(J'ai un peu dépassé le Congrès de Paris ~~mais~~ c'est qu'il m'a paru que le rôle de Cavour dans la guerre de Crimée n'est intéressant que parce qu'il <u>prépare</u> dans sa pensée, la future <u>unité</u> italienne.)

Cavour

et

la guerre de Crimée

(10 janvier 1855 — 16 avril 1856).

Depuis quelque temps déjà, le prévoyant ministre songeait à la grandeur du Piémont. La défaite avait fait à ce petit pays une position difficile. Il fallait qu'il se relevât lui-même, se fît en Italie — et en Europe — une

situation. Il fallait, avant toute chose, qu'il se tirât de son isolement : il n'avait pas alors en lui de quoi se faire tout seul. C'est à quoi lui servit la guerre de Crimée.

Cavour pour cela comptait sur les grandes nations occidentales : l'Angleterre et la France. Le traité de commerce qu'il passa avec cette dernière eut, dans sa pensée, un objet encore plus politique que proprement économique. « Il est possible, écrivait-il vers 1851, que quelque événement vienne à se produire, qui nous fasse désirer l'appui au moins moral de la France ... En présence des faits qui peuvent surgir, je crois qu'il est prudent, conforme aux intérêts du pays, de nous mettre en bons rapports avec la France. » En 1851, il disait prophétiquement : « Ne peut-il pas arriver cette complication où soient enveloppés tous les peuples qui nous entourent qui partage en deux camps l'Orient et l'Occident ? Si cela

arrivait, voudrions-nous n'être pas bien avec la France ?" — On eût dit qu'il prévoyait alors la guerre de Crimée.

Il se ~~réjo~~ réjouissait, en 1853, de l'insolente provocation de l'Autriche qui avait frappé injustement, pour une misérable échauffourée à Milan, les émigrés lombards réfugiés à Turin, et de la voir blâmée par les deux nations auxquelles il tenait : l'Angleterre et la France. "En voulant nous faire du mal, elle nous a rendu service. Nous en profiterons". Cependant, avant ~~tout~~ désireux de se faire bien voir des deux grandes nations occidentales, il tâchait à attirer leurs sympathies par ses réformes en tout genre. Il songeait sans cesse à la redoutable partie qu'il engageait, ne la perdait pas de vue. Il écrivait, en 1854, à madame de Circourt : "Le Piémont doit se servir de sa liberté et de son indépendance pour plaider devant l'Europe la cause de la malheureuse péninsule...

toute ma vie est consacrée à une œuvre unique, l'émancipation de ma patrie ».
C'est cette émancipation qu'il poursuivit à travers la guerre de Crimée. Et c'est pourquoi nous nous arrêtons si longtemps à ces préliminaires lointains d'une guerre qui, au point de vue qui nous occupe, est moins intéressante peut-être en elle-même que par les desseins qui la précédèrent et les conséquences qui la ~~su~~ suivirent.
Restait à saisir l'occasion favorable. On la voyait poindre. La guerre de la France et de l'Angleterre contre la Russie était l'événement attendu.
Depuis le commencement, d'un œil attentif Cavour suivait le conflit en pressentant l'extension future. Dès le printemps de 1854, tandis que les armées française et anglaise cinglaient vers la mer Noire, un soir qu'il se trouvait chez sa nièce, celle-ci lui demandait : « Pourquoi n'envoyez-vous

pas dix mille hommes ?„ Il répondait : « Si tout le monde était de cet avis, ce serait déjà fait ». Il attendait.
Déjà, il était tout entier à cette idée, désireux, dès le premier jour, d'entrer dans l'alliance occidentale par le traité anglo-français du 10 avril 1854. Rien ne l'en eût empêché, car il n'avait, depuis 1848, aucune relation régulière avec la Russie, laquelle avait l'air de dédaigner un peu le Piémont. Mais Cavour n'était pas seul : il lui fallait gagner à ses idées des collègues récalcitrants (Rattazzi, entre autres) — et l'opinion. A Turin on traitait son projet — encore que très vaguement ébruité — de fanfaisie aventureuse. On ne voyait pas le grêle Piémont figurer à côté de puissances aussi imposantes que l'Angleterre et la France.

A cette époque (avril 1854), le ministre piémontais eut une significative conversation avec Hudson et le général

Dabormida, ministre des affaires étrangères : on y parla d'envoyer des troupes en Orient si l'Autriche se décidait à tourner ses armes contre la Russie. Mais Cavour craignant de s'avancer et de paraître trop désirer la participation du Piémont à la guerre, ajouta prudemment qu'il ne donnerait au roi ce conseil qu'après conviction que ce concours ne pourrait compromettre les intérêts du pays.

Mais il n'abandonnait pas son idée. Acharné à effacer Novare, à s'assurer l'appui de la France et de l'Angleterre, et de la sorte à conquérir pour son pays un grand crédit diplomatique. Il faut admirer ici le désintéressement de ce grand patriote : persuadé un instant qu'un autre réussirait mieux que lui à gagner des alliés, il offrit à Massimo d'Azeglio de lui céder la présidence du conseil. Celui-ci refusa heureusement.

Tout à coup, il apprenait que

le cabinet de Vienne venait de signer avec l'Angleterre et la France le traité du 2 décembre 1854. Il n'y avait plus à tarder: le péril était grand. L'Autriche était capable de se faire garantir ses possessions italiennes pour vendre son concours. Au plus vite il fallait entrer dans l'alliance occidentale.

Cavour, prudent jusqu'alors, devint hardi, parce qu'il fallait l'être. Son ami, sir James Hudson, représentant de l'Angleterre à Turin, venait d'ailleurs de recevoir de son gouvernement la mission de proposer, avec le ministre de France, un traité d'alliance au Piémont.

Quelles seraient les conditions de cette alliance? Le Piémont enverrait-il un simple contingent? Cavour ne l'aurait point voulu. Le Piémont devait être un allié véritable, faire la campagne à ses frais, garder sa dignité. Il n'avait pas ~~aux~~ d'autre moyen de conserver plus tard ses droits (toujours ce « plus tard » que Cavour ne perdait pas de vue ....).

De ces délibérations

sortit le traité du 10 janvier 1855, qui liait le Piémont à la France et à l'Angleterre. On l'appela, très justement, « un coup de pistolet tiré à l'oreille de l'Autriche ».

Mais Cavour devait avoir bataille à livrer dans le parlement. La droite voyait dans cette intervention piémontaise une aventure inutile et peut-être ruineuse, — humiliante surtout. On trouva moyen de défigurer la diplomatie du ministre : on parla de faiblesse, on représenta le Piémont comme enchaîné par les deux puissances qui avaient traité avec lui pour le lier sûrement, par précaution disait-on. La gauche raillait : on parlait de désertion de la cause nationale.

Cavour laissait dire et discourait éloquemment. Il démontrait que avant tout l'effacement serait dangereux, et que l'alliance ne pouvait qu'être avantageuse à l'Italie. « Comment, me dira-t-on, le traité peut-il servir la cause de l'Italie ? Il la

servira de la seule manière possible dans la situation actuelle de l'Europe ... Maintenant la condition principale de l'amélioration du sort de la péninsule est de relever sa renommée ... Il faut prouver que la valeur militaire est toujours telle qu'elle était au temps de nos aïeux... Croyez que la gloire que nos soldats sauront rapporter des rivages de l'Orient sera plus pour l'avenir de l'Italie que n'ont fait toutes les déclamations du monde ».

Il voyait juste. Et ici apparaît lumineuse sa pensée. L'expédition de Crimée est essentiellement **intéressée**, si l'on peut dire. Pour Cavour elle n'avait pas son objet en elle-même. Cet objet qui la dépassait était autre et plus durable : la grandeur du pays, — qui en sortit en effet.

Partie redoutable. Cavour le sentait. « J'ai pris sur ma tête une responsabilité terrible ». Mais il avait conscience

13/

~~de~~ la noblesse de sa tâche : « Ma conscience me dit que j'ai rempli un devoir sacré ».
Il ne négligeait rien, s'occupait des moindres détails. Il écrivait, le 6 Mars 1855 : « L'alliance est devenue un fait accompli. D'après les usages diplomatiques ~~en~~ en vigueur sur le continent, ce fait (le traité d'accession) doit amener nécessairement un échange de décorations entre la France et la Sardaigne... Cela étant, il me paraîtrait regrettable que pareil échange ne pût avoir lieu avec l'Angleterre ».
... Donc, en avril 1855, La Marmora cinglait vers la Crimée, laissant Cavour en émoi. Sa petite armée sentait qu'elle était là pour une grande pensée. Le choléra commença par la décimer. Les nouvelles funèbres ~~se succé~~ se succédaient à Turin. Et, naturellement, les mécontents vociféraient de plus belle

contre « l'entreprise insensée ».
Cavour disait ses angoisses à ses amis. Mais il ne cessait pourtant de croire au succès final. Car cet homme d'Etat eut toujours une admirable confiance ; nul ne fut moins pessimiste. C'est peut-être le secret de son succès. On crée la bonne fortune à force d'y croire, et le pessimisme inquiet n'est utile et bon qu'aux purs spéculatifs. De plus, ses hardiesses n'étaient jamais téméraires. Ou, s'il lui arrivait d'être imprudent, c'était toujours à propos. Il savait mériter de réussir.

Le lendemain de la bataille du 16 août 1855 (Tchernaïa) une dépêche le rassurait, disant la victoire. La conduite du ministre était justifiée du premier coup. L'armée s'était montrée vaillante.

Une autre satisfaction pour Cavour fut le voyage de Victor-Emmanuel à ~~Lond~~ Paris et à Londres (fin

de 1855). On y vit les progrès du prestige piémontais. Ce petit État commençait à faire parler de lui. Il montait sur la scène européenne. A Paris, à Londres, on fêtait son souverain. Les Anglais saluaient en lui le prince qui savait faire du Piémont « une petite Angleterre en Italie ».

Cavour était du voyage. Les divertissements innombrables ne lui faisaient pas oublier l'objet fixe de ses préoccupations (une des particularités du génie de ce diplomate fut cette vue nette et obsédée du but invariable dont rien ne le détournait). Il eut avec Napoléon III des entretiens significatifs. On connaît le mot de ce dernier : « Que peut-on faire pour l'Italie ? » (décembre 1855). Ce mot bienveillant, Cavour n'était pas homme à le laisser tomber. On n'a peut-être pas assez insisté sur l'importance de ce voyage. Il apparaît, lorsqu'on

le considère de près, comme un prologue au Congrès de Paris.
Cependant l'hiver avait suspendu la guerre. On voulait la paix. Cavour lui, eût désiré la continuation de la guerre, parce qu'il y voyait une chance de plus pour l'Italie. Il fut un peu déçu par la hâte de la diplomatie à conclure un armistice. Mais ce souple Italien savait plier sa fermeté à toutes les vicissitudes. Puisqu'on voulait la paix, il tirerait parti de la paix.
Il médita beaucoup sur ce sujet et écrivit considérablement.
Le 1 janvier 1856, il écrivait à d'Azeglio, l'ambassadeur du roi de Sardaigne à Londres : « Le temps d'agir est venu. Jusqu'ici nous avons laissé nos alliés tranquilles. Maintenant il faut les harceler et ne plus leur laisser de repos. »
~~Et~~ le 21 janvier : « Puisque

l'Empereur veut absolument la paix, il faut bien s'y résigner, sans toutefois dissimuler nos regrets pour une solution si incomplète des grandes questions qui agitent l'Europe.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

~~A la même dat~~ On voit ici, et on verra plus loin encore que Cavour prudent et patient au début de chacune de ses entreprises, se laissait peu à peu emporter, et en venait, lorsqu'elles étaient près d'aboutir, à être saisi d'une sorte de fièvre d'exigences et d'un désir ardent de solutions pleinement satisfaisantes et complètes.

A la même date, dans une lettre de Cavour au comte Walewski, nous le voyons exposer avec précision « ce que Sa Majesté pourrait faire en faveur de l'Italie une fois les préliminaires signés les conférences ouvertes ». Voici cette lettre en substance : — L'Autriche ayant eu une si grande part dans les derniers événements, on ne lui demandera

sans doute ~~fait~~ aucun sacrifice terri-
torial en Italie. Mais elle pourrait
adopter envers ses sujets italiens un
régime moins oppresseur et ne
plus violer les principes de l'é-
quité. L'Autriche pourrait
faire une ~~tor~~ foule de concessions
qui ne pourraient être interpré-
tées comme actes de faiblesse
en un tel moment. L'Empereur
pourrait aussi exiger du roi de
Naples un peu plus de modéra-
tion et d'humanité. Il faudrait
aussi supprimer la domination
autrichienne dans les états du
pape. Ce serait pour la France
et l'Angleterre une tâche
glorieuse que de faire cesser
l'occupation par l'Autriche
des provinces de l'Italie centrale.
Il faudrait même réformer
radicalement le régime de
ces provinces...

D'Azeglio avait d'abord
été désigné comme plénipotentiaire.
Mais on comprit vite que
Cavour seul se tirerait aisé-
ment des complications d'une
affaire qu'il avait lui-même

dirigée. Il partit donc pour Paris comme premier plénipotentiaire de Sardaigne.
Avant cela il avait écrit (le 9 février) (à son cher d'Azeglio : "Nous espérons qu'on nous admettra au congrès sur un pied de parfaite égalité... Mais nous sommes bien décidés à ne pas intervenir au congrès si nous ne sommes pas admis à discuter tout ce qui peut nous intéresser... Tout ce qui touche à la conservation de l'Empire turc, à la limitation de la puissance russe et surtout à l'extension de l'influence autrichienne nous touche et nous intéresse autant que qui que ce soit. Si l'on nous contestait cette proposition il ne nous resterait qu'à tirer notre révérence et à nous retirer. Je suis décidé à le faire. C'est l'intention formelle du Roi et de tout le Cabinet... Le moment est suprême. L'avenir de notre pays dépend en grande partie de ce qui va se passer à Paris. Je

suis effrayé de la responsabilité qui va peser sur ma tête ».
Il avait l'entier sentiment de la gravité de la situation et la volonté bien arrêtée d'en tirer parti.
On le savait. De Turin, le 25 février 1856, le chevalier Cibrario remerciait chaudement Cavour, alors à Paris, d'avoir obtenu de l'Empereur la promesse que la question italienne serait discutée au Congrès, et surtout l'espoir qu'il s'agirait ensuite d'un arrangement définitif.

X

Une grave question se posa dès l'abord. Quel serait le rôle du Piémont, sa place au Congrès ?

On n'avait rien décidé à ce sujet. « Pour les nations comme pour les individus, disait Cavour, la considération, l'influence dépendent de la conduite, de la réputation acquise, encore plus que des stipulations diplomatiques ».

C'était habile. Il rappelait ainsi du même coup la gloire récemment acquise au loin, et le désintéressement qu'avait mis son roi à ne pas établir d'avance la place de la Sardaigne au futur congrès.

L'Autriche avait tenté de persuader à l'Angleterre et à la France que le Piémont, Etat de second ordre, n'avait nul droit à

être représenté au congrès. Mais ni la France ni l'Angleterre, ni la Russie n'avaient consenti à l'exclure ainsi. Il fallait un prix à ce que son ministre appelait sa « conduite ». Ce mot, si adroitement jeté par lui, si humblement exigeant, paraît lui avoir été d'un grand secours. Cavour entra dans le congrès au même titre que les représentants des plus grandes puissances. Et le comte de Buol commença à craindre d'avoir « du fil à retordre ».

Pourtant, la position de Cavour était délicate. Il ne s'agissait ~~pas~~ ~~pas~~ pas de lui seul, mais d'un autre personnage aussi : l'Italie. Cavour la représenta avec aisance. Sa courtoisie, son calme, sa fine patience le servirent merveilleusement. Il commença par parler peu, s'effaçant avec discrétion. Il charma des collègues soucieux de ne pas séparer la France de l'Angleterre, ménageant avec une adroite bonté la

susceptibilité de la Russie — et toujours doux, facile, modéré, conciliant, heureux d'opposer sa mansuétude à la raideur cassante de l'Autriche.
Cette différence d'attitude frappa les Russes et les attira vers Cavour. Le comte Orloff le tenait en haute estime et ne perdait pas une occasion d'égratigner l'Autrichien Buol. Le Piémontais, ravi de la tournure que prenaient les choses, contemplait avec satisfaction ces ressentiments contre l'Autriche.
Ses lettres, datées de Paris, témoignent d'une grande joie. Le 26 février 1856 il écrivait à d'Azeglio : « L'Empereur m'a fait dire qu'il soulèverait la question italienne ». Le 29 : « Ou tous les Anglais que je rencontre ici me trompent fort, ou nous sommes éminemment populaires en Angleterre ». — Le 2 mars : « La paix paraissant assurée, je vais sortir de ma réserve et entreprendre sérieusement Clarendon, que j'ai jusqu'ici laissé tranquille ». Et le lendemain :

(4)

« Je vais donner le feu à la mine ».
Le 6 mars, il rapporte avoir eu des entrevues avec lord Clarendon et l'Empereur et leur avoir communiqué son plan. Clarendon fut froid, paraît-il.
Dans toutes les lettres de cette époque, on sent sa joie silencieuse à voir les dissidences des Russes, Autrichiens, Anglais.
Le 12 il écrivait : « La conférence d'hier a été mauvaise pour nous ». En effet, on avait exclu la Sardaigne de la proposition Bourqueney (relative aux Principautés).
— Le 19 mars : « Enfin, j'ai obtenu que l'Empereur s'occupe des affaires d'Italie ! »
Cavour était alors fermement résolu à prendre l'autorité réelle qu'il s'était préparée par sa bonne grâce envers tous. Toujours son système : la prudence d'abord ; puis lorsqu'il était temps d'agir, la hardiesse. Il s'agissait d'introduire au congrès cette

(5)

question italienne qui lui tenait au coeur depuis si longtemps, — question pour laquelle il avait pris part à la guerre, et pour laquelle il siégeait en ce moment. Il multipliait les démarches et les entretiens.

Mais il n'y en avait pas, de question italienne. Elle n'existait pas officiellement. Il fallait la faire naître. C'était une grosse difficulté. Comment faire? Invoquer le « principe des nationalités »? Mais il n'avait pas de plénipotentiaire accrédité. Attaquer la domination étrangère? L'Autriche aurait écarté ces vaines discussions étrangères à la guerre d'Orient...

Cavour sut découvrir le point vulnérable. Le voici: la situation de l'Italie était une violation permanente des traités européens. Une armée française occupait Rome, les Autrichiens occupaient les Légations et Bologne. La domination autrichienne s'étendait irrégulièrement jusqu'à Modène, Parme et la Toscane. Tout cela était menaçant pour le

Piémont : il serait aisé de faire comprendre aux nations occidentales que cela était menaçant pour elles aussi... tels étaient les points précis sur lesquels Cavour tâcherait à fixer l'attention de la diplomatie européenne. Il présenta ~~un mémoire~~ à ce sujet un mémoire d'une admirable lucidité.

Voici, en substance, ce long, consciencieux et ingénieux Mémoire sur les moyens propres à préparer la reconstitution de l'Italie :

"Que peut-on faire pour l'Italie ? nous demande l'Empereur. Il faut rattacher la question italienne à la question générale des intérêts de l'Occident. Deux principes divisent l'Europe. Depuis 1793, la coalition est en permanence contre le principe et l'intérêt de la France qui est la représentation la plus importante du principe et de l'intérêt de l'Occident. Il s'agit de la combattre, de dissoudre cette coalition, ou de lui donner un

contrepoids. La combattre est peut-être imprudent, car c'est un moyen extrême. La dissoudre, cela est malaisé, car il n'est pas facile d'en détacher l'Autriche. L'Autriche est le gardien de la situation actuelle. Pour elle, le grand ennemi c'est le principe et l'intérêt de l'Occident. et sa vie, son espoir de conservation, c'est le principe russe. Ce principe fait sa force. Elle le défend avec énergie. Comment pourrait-elle tourner les armes contre la Russie, qui lui assure l'existence? On ne pourra jamais détacher l'Autriche de la coalition. Ce serait pour elle une faute grave.

Alors, il ne reste plus qu'à opposer coalition à coalition, à organiser à l'Occident une alliance pouvant braver l'Orient. Ici la question de l'Italie semble trouver naturellement sa place. Au traité de Vienne l'Autriche opposa le Piémont à la France en hérissant sa frontière de forteresses. Mais à présent, l'Occident ferait une

grande faute en laissant les ressources de l'Italie augmenter les forces du camp ennemi. L'Italie attend. Il ne faudrait pas que son attente fût déçue, et qu'elle se vît oubliée dans un arrangement des affaires d'Europe. Elle se résoudrait, en ce cas, à troubler la paix de l'Europe, puisque l'Europe ne veut pas que nous ayons la paix chez nous. L'Italie est nécessaire au système d'alliance, à la coalition qu'il est de toute nécessité que l'Occident oppose à la coalition d'Orient. Il importe donc de l'y adjoindre et de la reconstituer. Il faut qu'elle ait sa place dans la question d'intérêt général.

Pour cela, il faut un plan. Rien de solide ne peut être actuellement établi que sur le principe de la nationalité. Au cas d'une rupture avec l'Autriche, il va de soi que l'on récompenserait le concours militaire de l'Italie en lui accordant l'indépendance. Au cas d'une entente avec l'Autriche ou de la neutralité de celle-ci,

la tâche serait plus compliquée : il s'agirait de refaire en sens contraire le travail par lequel depuis 1815, l'Autriche a étendu son autorité des provinces lombardo-vénitiennes à tous les États indépendants de l'Italie, hormis le Piémont. L'Autriche abuse du mot : révolution. Si une province française ou anglaise se trouvait sous le joug étranger, les Français et Anglais qui chercheraient à les briser seraient-ils des révolutionnaires ? On n'est pas « révolutionnaire » pour aspirer à sa nationalité. Le Piémont est le seul pays de l'Europe qui n'ait pas eu à traverser une révolution. Mais l'Autriche redoute beaucoup plus nos bonnes réformes que nos insurrections. Elle s'est emparée de l'Italie. Il s'agit, pour détruire son influence, d'attacher celle-ci à la politique et au principe opposés de l'Occident — et, pour cela, ~~ramener~~ de ramener les États italiens au système des réformes (lesquelles ne sont point des révolutions),

mais au contraire les préviennent).

Pour substituer donc l'influence de l'Occident à celle de l'~~Au~~ Autriche il faudrait : que les ministres de France, d'Angleterre et de Sardaigne résidant à Naples, à Rome et à Florence prêtent ~~leur~~ appui à tout projet de réforme dans le sens des principes de l'Occident, que la France et l'Angleterre prêtent leur appui au Piémont pour renouer les négociations relatives à la formation d'une ligue douanière entre les divers États de la péninsule.

Pour ce qui est de la question des principautés et des bouches du Danube on veut y placer l'Autriche pour qu'elle y serve de contrepoids à la Russie. Cela paraît nécessaire à raison. Mais ce serait menaçant pour l'Occident et pour le Piémont. On peut conjurer le danger en affaiblissant l'Autriche sur le ~~Po~~ Pô de l'équivalent de ce qu'elle gagnerait sur le Danube. On pourrait annexer au Piémont

(31)

les duchés de Parme et de Plaisance qui sympathisent avec lui et qui se jetèrent en 1848 entre ses bras, spontanément.

Et que l'on ne parle point de la « soif d'agrandissement » de la Maison de Savoie. Qu'on parle plutôt de son aspiration vers la nationalité, vers la délivrance du joug étranger. Les intérêts de cette ambition, on ne saurait trop le répéter, se confondent avec ceux de l'Italie — et avec ceux de la France et de l'Occident.

Et qu'on ne dise pas que la formation d'un État considérable en Italie est contraire aux intérêts de la France. L'Italie fortifiée et enrichie offrirait aux produits de la France et de l'Angleterre un marché important et utile.

La possession de Plaisance est du moins indispensable. Il faut que cette place soit évacuée, ou bien

(8)

l'Italie ne se ralliera point à la cause de l'Occident.

- - - - - - - - - - - -

Ainsi Cavour, avec une fermeté industrieuse, rattachait la question italienne à la question générale européenne.

... Le 24 mars, il écrivait : « L'Empereur a dit à Lord Clarendon : « Proposez au Congrès de déclarer le Duché de Modène reversible au Duché de Parme et de donner Parme au Piémont. » Lord Clarendon approuva beaucoup dit-il. Et il ajoutait : « Chauffez Palmerston ».

Le 27 mars, il adressait à ses alliés français et anglais une note reproduisant la situation fâcheuse de l'Italie, proposant des combinaisons. Il réussit à séduire Napoléon III, lord Clarendon — et même les Russes.

Le 29 mars, nous lisons dans une lettre à d'Azeglio : « Le traité vient d'être paraphé. Il sera signé demain... C'est la semaine prochaine

(4)

que notre question doit venir sur le tapis ».

Et, à la même date, dans une lettre à Cibrario : « Sans obtenir pour notre pays aucun avantage direct, nous avons conquis l'amitié de la Prusse et de la Russie : Hatzfeld me fait des avances. Le comte Orloff m'a dit : « J'ai écrit à l'Empereur que nous avions excessivement à nous louer des plénipotentiaires sardes » — Autant d'avantages, non matériels et immédiats, mais qui en contiennent d'autres en germe ».

Le 31 mars : « La paix est signée. Le drame est fini, et la toile tombe sans avoir amené un dénouement qui nous soit matériellement favorable. Ce résultat est triste, mais non décourageant. L'opinion à l'égard de l'Italie s'est, grâce à nous, singulièrement améliorée. Elle finira par changer les faits que la politique croit devoir respecter ».

Tout compte fait, il ne pouvait pas se plaindre.

Cibrario lui disait dans une dépêche du 3 avril : « La Sardaigne reçue au même ~~titre~~ et au même rang que les grandes Puissances dans les conseils de l'Europe, admise à traiter sur un pied de parfaite égalité les plus importantes questions ~~~~ européennes, se trouve aujourd'hui dans une position, elle est entourée d'un prestige que la Maison de Savoie et notre pays n'avaient peut-être plus obtenus depuis un siècle ». Et il en remerciait avec émotion le ministre à qui la Sardaigne devait ce bienfait.

Huit jours après la paix, la question italienne éclata en plein congrès de Paris, dans la séance du 8 avril 1856. L'Autriche trembla. Cette séance est infiniment curieuse, et ses conséquences furent considérables. L'Autriche ne s'y méprit point. Buol se hâta d'invoquer l'incompétence du congrès, et se refusa à toute discussion sur

187

les affaires d'Italie. Et pourtant le plénipotentiaire français Walewski avait pris soin d'envelopper la question italienne de toutes sortes de questions différentes. Walewski parla durement du roi de Naples, de la situation de Rome. Lord Clarendon flétrit le gouvernement pontifical, demanda des réformes libérales. A son tour Cavour déclara que ce qu'on disait était vrai. Agrandissant étendant la question, il fit toucher du doigt combien la situation de la péninsule tout entière — et non pas seulement de Naples et des États pontificaux — était « anormale », — et comme l'Autriche, qui occupait le pays presque entier détruisait l'équilibre de l'Italie et constituait pour la Sardaigne un sérieux danger. Bref il parla son Mémoire ×. Il ne craignait plus de dire tout haut au plénipotentiaire autrichien : « Les plénipotentiaires de la Sardaigne croient devoir signaler à l'attention de l'Europe

× Voir plus haut.

un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes autrichiennes ».

Nous lisons, dans une lettre à d'Azeglio (9 avril) : « La séance d'hier a roulé sur la question italienne ». Cavour y parle de « son triste rôle... », et ajoute : « Je persiste à croire qu'il faut être d'autant plus calme en paroles que nous avons la ferme intention d'être si l'occasion se présente plus audacieux en faits... (Il se peint là tout entier)... Vous pouvez donner à entendre que je suis capable des choses les plus hardies. Répétez à Palmerston la phrase que je vais faire sonner à toutes les oreilles : « Que voulez-vous, dans la position que le Congrès a faite à l'Italie, les hommes modérés, comme Mr de Cavour, n'espèrent plus que dans une guerre générale, et les hommes violents, dans un cataclysme universel ».

41

A la vérité, ce grand modéré se faisait quelque peu violent alors. Que s'était-il donc passé dans cette séance du 8 avril ?

Voici : Lord Clarendon ~~à en croire le témoignage de Cavour~~ avait formulé, au sujet de la question italienne, un acte d'accusation contre le gouvernement romain, tel qu'un homme d'État italien (à en croire le témoignage de Cavour) n'eut pu en formuler un plus excellent. Buol tenta de se dérober : il fut très raide. Le comte Orloff lui-même, jusqu'alors si accueillant, déclara n'avoir point d'instructions sur cette affaire (il ne faut pas oublier que le roi de Naples, que l'on flétrissait, était l'allié de la Russie). Walewski ne s'avançait point. Alors Cavour protesta et exigea que l'opinion des Puissances fut formellement manifestée : « Un tel état de choses, contraire aux traités, s'écria-t-il, détruit l'équilibre politique en Italie

et constitue un véritable danger pour la Sardaigne ... Les Puissances réunies en Congrès ne sauraient sanctionner par leur silence un tel état de choses. La Sardaigne en particulier spécialement menacée, doit protester. C'est pourquoi je demande que l'opinion des plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne soit consignée au protocole ainsi que ma protestation solennelle ». ~~Mais on ne put s'entendre, et Cavour en sortant~~

Mais on ne put s'entendre, et Cavour en sortant de la séance écrivait à Cibrario que le résultat était loin d'être satisfaisant : « Nous n'avons obtenu aucun résultat pratique ». Il parlait aussi de la « stérilité de ses démarches ». C'était, pour une fois, être trop pessimiste : il semblait oublier que l'on avait flétri ~~publi~~ le roi de Naples publiquement et que l'Angleterre avait condamné le « Gouvernement clérical », et que

c'étaient deux grands points. De plus, comme il l'avouait lui-même, on ne pouvait espérer que d'un Congrès où l'Autriche avait été médiatrice il sortît quelque chose de réellement utile pour l'Italie. On lit dans une dépêche adressée à Cibrario, au sortir de cette séance : « La question italienne ne comporte qu'une seule solution réelle ~~la~~ efficace, le canon ».

C'était peut-être aller un peu loin. Il semble que, vers la fin du Congrès de Paris, le ministre italien se soit montré trop exigeant. Mais il faut pardonner à son patriotique désir d'obtenir la solution qu'il poursuivait depuis si longtemps et qu'il sentait lui échapper.

A Clarendon, Cavour disait quelques jours après : « Vous voyez que l'Italie n'a plus rien à attendre de la diplomatie, et que la

position du Piémont devient très difficile ». Il paraissait vraiment désespéré. Il laissa à entendre qu'on ferait sans doute la guerre, et demanda à l'Anglais si son pays l'aiderait. Clarendon l'affirma très énergiquement.
Il confirma ces paroles dans une communication à la France et à l'Angleterre. Dans cette note du 16 avril il déclarait que la situation du Piémont était intolérable et devenu génante il proclamait que si on ne faisait rien pour ce pauvre pays, il devrait, soit se courber comme les Etats d'Italie sous la prépondérance autrichienne soit recourir aux armes. C'était parler net. « Troublé à l'intérieur... menacé par l'extension de la puissance de l'Autriche, le ~~Sie~~ gouvernement du roi de Sardaigne peut d'un moment à l'autre être forcé par une inévitable nécessité à adopter... des mesures extrêmes dont il est impossible de calculer les conséquences ».

C'était faire le procès de la situation. Cavour haussait le ton. Il est intéressant d'opposer cette hardiesse, cette résolution aux courtoisies du début. C'est qu'à présent, il fallait être hardi, ou tout était perdu. Ce politique avait bien, par-dessus tout, « le sens de l'opportunité » (Ch. de Mazade).

La gravité des affaires d'Italie apparaissait énergiquement formulée. Le protocole du congrès ne suffisait plus. Cavour, à ce moment, parut enivré. Peut-être son merveilleux équilibre d'esprit fut-il, alors, un peu altéré. Intérieurement surexcité, il avait des impatiences qu'expliquent facilement l'acuité de la situation. Il sentait lui-même qu'il se laissait entraîner. « On pourrait, avec des probabilités de succès, avoir de l'audace ».

Il en eut alors, au moins en ses spéculations. Il forma une foule de projets enfiévrés, songeant à une guerre ~~immédiate~~ immédiate avec

l'Autriche, ~~la~~ la France et l'Angleterre comme alliées. Sa diplomatie secrète s'agitait. Il eut avec lord Clarendon une conversation significative. Il lui dit nettement qu'il voyait bien que l'Autriche était décidée à persister dans son système d'oppression de l'Italie, et que les efforts de la diplomatie ne changeraient rien à cet état de choses déplorable; qu'il n'y avait donc que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec l'Autriche et le pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Autriche dans peu. Il laissa entendre qu'il préférerait sans doute ce second parti et préparerait sans doute une guerre à mort. Lord Clarendon approuvait, en objectant pourtant qu'il n'était pas temps d'en parler tout haut. A quoi Cavour répliquait résumant sa diplomatie et formulant si l'on peut dire ~~son~~ génie en deux lignes : « Je vous ai donné des preuves de ma modération et

de ma prudence. Je crois qu'en politique il faut être excessivement réservé en paroles et excessivement décidé en actions ». Et il se remettait à parler de la guerre. Et Clarendon, si réservé d'habitude, promettait de l'aider en ce cas de toute son énergie. Et Cavour sentait l'Angleterre toute prête à se laisser entraîner à cette guerre pour la libération de l'Italie. Et peut-être se faisait-il illusion sur ce point. On peut dire en tout cas, qu'il eut à ce moment quelques jours d'entraînement exalté qui marquent d'autant plus dans sa carrière qu'il n'en était pas coutumier.

Il disait les mêmes choses, plus discrètement, à l'Empereur qui l'accueillait bien et exprimait très franchement d'autre part au comte de Buol son mécontentement de se trouver en contradiction avec l'empereur d'Autriche sur la question italienne. Buol, de son côté, allait chez Walewski par l'amour de son

désir de complaire en tout à l'Empereur. « L'Empereur parais-sait ~~dit~~ satisfait de cette marque d'amitié, écrivait alors Cavour, et il m'a répété qu'il s'en prévaudrait pour obtenir des concessions de l'Autriche ... J'ai insisté sur la nécessité d'avoir une attitude décidée. »
L'Empereur cependant conseilla au ministre italien (~~d'aller~~ — pour le calmer peut-être — d'aller à Londres s'entendre avec Palmerston, et de venir le revoir à son retour. Cependant Buol s'adoucissait et se répandait en protestations aimables envers Cavour, « et autres balivernes ». Cavour l'accueillait froidement heureux pourtant de le voir émir des manifestations de l'opinion en faveur du Piémont. Pour Orloff il reconnaissait que l'état de l'Italie était insupportable. Et Cavour pouvait écrire sans forfanterie : « Si l'on n'a rien gagné pratiquement devant l'opinion publique la victoire est entière ».

(f. 49)

Mais ce n'étaient là que velléités de guerre et qui ne pouvaient aller loin. Cavour sentait bien que le voyage à Londres ne lui servirait guère. En effet l'accueil gracieux de la reine demeura, si l'on peut dire, tout platonique : la question nationale laissait les Anglais très froids. A peine put-il voir lord Palmerston. Cavour comprit vite qu'il s'était flatté prématurément et que la guerre qu'il rêvait n'était qu'une illusion. Aussi bien il avait obtenu déjà de très sérieux avantages. Que voulait-il de plus ? En mêlant ses armes à celles des premières nations du monde le Piémont avait effacé le souvenir de sa défaite. Il avait montré, selon Bosquet, « un bijou d'armée ». De plus, — et surtout — il avait fait partie du congrès, et tenu son rang à côté de la France de l'Angleterre, de la Russie de l'Autriche, de la Prusse. Il s'était fait Européen,

et avait conquis le droit de parler pour l'Italie, de se faire son plénipotentiaire. C'étaient là d'assez grands avantages...

... Ainsi l'expédition de Crimée avait préparé la grandeur de l'Italie. Cavour pouvait dire, à son retour à Turin : « On a gagné deux choses : en premier lieu la situation malheureuse et irrégulière de l'Italie a été dénoncée à l'Europe non par des démagogues, par des révolutionnaires exaltés, des journalistes passionnés, mais par les représentants des premières puissances de l'Europe par les hommes d'état qui gouvernent les plus grandes nations... en second lieu, ces mêmes puissances ont déclaré qu'il était de l'intérêt non seulement de l'Italie, mais de l'Europe de porter un remède aux maux de l'Italie...
pour la première fois dans le cours de notre histoire la

(31)

question italienne a été portée et discutée devant un congrès européen, non pas comme autrefois à Laybach et à Vérone afin d'aggraver les maux de l'Italie et de lui river de nouvelles chaînes, mais dans l'intention hautement proclamée de chercher un remède à ses maux et de faire connaître la sympathie des grandes nations envers elle... La cause de l'Italie est ~~portée maintenant devant le tribunal de l'opinion publique~~". C'était surtout une victoire morale — et d'autant plus solide et durable. Le Piémont avait acquis un immense crédit; il avait fait acte d'initiative, de visibilité. Cavour y gagnait un singulier prestige. Par son heureux mélange de hardiesse et de mesure*, de réflexion et d'audace, il avait ~~acquis~~ conquis sa place d'homme d'État: il avait gagné la partie grâce à une politique admirable "aussi souple à l'égard du but

* C'est par cette modération, cette "humanité" qu'il nous paraît si supérieur à celui que l'on a appelé le Cavour germain.

que complexe par la variété et la flexibilité des moyens », ~~a pu écrire écrire de lui~~ comme l'a écrit de lui un de ses biographes. Il s'était créé de la popularité parmi les Anglais, avait gagné la sympathie de Napoléon III, — et, chose plus singulière celle même des Russes : l'envoyé du tsar à Turin lui parlait d'« une bonne et solide amitié » entre leurs deux pays. Le Piémont le glorifiait, voyant en lui, à juste titre, l'auteur de son relèvement subit. Et tout le reste de l'Italie pensait comme le Piémont, et pressentait une ère nouvelle liée à la volonté habile, à la souple énergie du ministre piémontais.

Il méritait sa gloire, parce qu'il n'avait recherché que celle de son pays. Il l'avait obtenue. Le Piémont était le vrai vainqueur de la lutte, et c'était à l'Italie surtout que profitait

53

l'expédition de Crimée:
~~C'éta~~
C'était le prélude du grand drame national qui devait amener la libération définitive de l'Italie./.

Jacques C...

MA.
038